mercerie, des jouets, etc. En un mot, la motion adoptée frappera plus durement les petits que les gros, les débutants que les parvenus.

Heureusement, le Parlement de Québec est là !

Eh bien ? tout le monde sait ce qu'est un magasin à départements et personne n'ignore la différence qui existe entre ces immenses bazars qui ruinent le petit commerce et ces modestes magasins aux deux bouts de la ville où l'on vend de tout.

Si, en votant la taxe ou plutôt le projet de taxe, le conseil municipal n'a pas défini nettement ce qu'il entend par magasin à départements susceptible de payer une taxe additionnelle sur chacun de ses départements, il a eu soin de déclarer que cette définition serait présentée dans un règlement ultérieur.

De la discussion qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville, il ressort clairement que les petits magasins vendant un peu de tout ne sont nullement visés par la taxe. Aucun échevin ne rêve la perte de ces petits magasins puisque, au contraire, un des motifs de l'apposition d'une taxe spéciale sur les grands magasins à départements est qu'il faut mettre un terme à la ruine qu'ils sèment dans le petit commerce.

Le Conseil municipal qui voit, chaque année, la ville s'étendre a besoin pour les divers services de revenus d'année en année plus élevés, évitera d'entartir la source en frappant de taxes qu'ils ne pourront supporter, les petits commerçants, que les besoins de leur clientèle, leur site et la classe de leurs clients obligent à tenir une grande diversité d'articles.

Pour ne pas frapper à tort le petit commerçant, il est facile de définir, peut-être pas très logiquement mais pratiquement, ce qui vaut mieux, ce que le conseil entend par magasin à département, au point de vue de la taxe.

Il peut se baser sur le chiffre du capital des magasins qui ne s'en tiennent pas à la vente d'une seule catégorie de marchandises, comme ils peuvent aussi viser simplement la valeur locative des locaux occupés par les dits magasins.

Le défenseur des intérêts des grands bazars peut donc se rassurer sur le sort des petits magasins, la taxe spéciale ne les frappant pas, ils ne seront pas obligés de fermer pour cause d'augmentation de taxe.

La taxe—nous ignorons si la taxe de 10 p. c. est suffisante, l'avenir seul nous le dira—doit avoir pour effet, bien au

contraire, de permettre au petit commerçant de subsister et de mettre obstacle à l'augmentation du nombre des bazars déjà existants.

Il est un côté de la question qu'on semble n'avoir pas envisagé, c'est précisément l'augmentation possible du nombre des magasins à départements. Pour ceux existant actuellement, une taxe spéciale modérée, comme celle proposée et acceptée au conseil municipal, peut et doit les atteindre, sans les affecter outre mesure. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir les mêmes ménagements pour ceux qui seraient tentés dans l'avenir de s'implanter dans la cité.

Supposons un instant qu'il se crée encore cinq ou six gros magasins à départements dans les limites de la ville—c'est autant et peut-être même plus qu'elle n'en peut alimenter—que deviendront alors les milliers de petits magasins qui nourrissent patrons et commis et leurs familles ? Ils seront fermés.

Où prendre alors les revenus nécessaires à la ville ? Chez les propriétaires ? Ils ne pourront plus payer puisque leurs magasins ne seront pas loués.

Est-ce que les dix ou douze magasins à départements pourront à eux seuls produire la taxe des petits magasins ruinés et fermés ? Poser la question c'est la résoudre.

Il serait donc sage de prévoir car, en vérité, les grands magasins à départements préparent des ruines et des désastres dont il est difficile de mesurer toute l'étendue.

Le 6 janvier 1899, le PRIX COURANT, dans un article intitulé "Après les Fêtes" s'exprimait ainsi :

Maintenant que les jours de fêtes sont passés, les ventes dans le commerce de détail vont subir un bon moment de ralentissement forcé.

Il faut profiter du calme pour mettre ordre à ses petites affaires, affaires personnelles et affaires de famille.

Quand nous disons affaires de famille, nous comprenons que l'Association qui réunit dans son sein un certain nombre de commerçants doit être considérée par ses membres comme une famille envers laquelle ils ont certains devoirs à remplir.

Les associations de commerçants ont été fondées dans le but de prendre en mains les intérêts des corporations dont les adhérents font partie. Il arrive souvent que ces intérêts sont menacés par